

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES LANDES



VILLE DE DAX

E X T R A I T du

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an DEUX MILLE DIX HUIT et le 23 MAI à 18 heures 30, le CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de DAX, convoqué le 17 MAI 2018, s'est réuni en séance publique dans la salle du CONSEIL MUNICIPAL, sous la présidence de Madame Elisabeth BONJEAN, Maire.

ETAIENT PRESENTS : M. le Dr Stéphane MAUCLAIR - Mme Christine BASLY-LAPEGUE - M. André DROUIN - Mme Anne SERRE - Mrs Jean-Pierre LALANNE - Serge BALAO - Mmes Viviane LOUME-SEIXO - Axelle VERDIERE-BARGAOUI, Adjointes - Mmes Dominique DUDOUS - Laure FAUDEMÉR - Régine LAGOUARDETTE - Géraldine MADOUNARI - Valérianne ALEXANDRE - Marianne BERQUE-MANSAS - Mrs Alexis ARRAS - Bruno CASSEN - Mme Isabelle RABAUD-FAVEREAU - M. Bernard DUPOUY - Mme Nicole COUTANT - M. Jesus SIMON - Mme France POUDEX - M. Eric DARRIERE - Mme Sarah DOURTHE - Mrs Julien DUBOIS - M. Grégory RENDE - Mme Nadine PEYRIN

ABSENTS ET EXCUSES : Mme Marie-Josée HENRARD - M. Francis PEDARRIOSSE - M. le Dr Philippe DUCHESNE - Mrs Bruno JANOT - Vincent NOVO - Mme Béatrice BADETS - M. Pascal DAGES - Mme Marie-Constance BERTHELON

POUVOIRS :

- Mme Marie-Josée HENRARD donne pouvoir à Mme le MAIRE
- M. Francis PEDARRIOSSE donne pouvoir à M. André DROUIN
- M. le Dr Philippe DUCHESNE donne pouvoir à Mme Viviane LOUME-SEIXO
- M. Bruno JANOT donne pouvoir à M. le Dr Stéphane MAUCLAIR
- M. Vincent NOVO donne pouvoir à M. Jean-Pierre LALANNE
- Mme Béatrice BADETS donne pouvoir à Mme Anne SERRE
- M. Pascal DAGES donne pouvoir à M. Julien DUBOIS
- Mme Marie-Constance BERTHELON donne pouvoir à M. Eric DARRIERE

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Bruno CASSEN

OBJET : COMITE TECHNIQUE : ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2018 : FIXATION DU NOMBRE DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL ET MAINTIEN DU PARITARISME

Le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des Collectivités Territoriales et de leurs établissements publics, notamment ses articles n° 1,2,4,8 et 26 fixe l'organisation et les compétences des Comités Techniques.

La loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 portant rénovation du dialogue social dans la Fonction Publique a mis fin au paritarisme au sein des Comités Techniques et a mis en place deux collèges : celui des représentants de la Collectivité et celui des représentants du personnel. La loi prévoit cependant que la parité peut être maintenue par délibération mentionnant le nombre de représentants par collège.

VU la délibération en date du 14 septembre 1995, portant création d'un Comité Technique Paritaire commun entre la Ville de Dax et le C.C.A.S. de Dax.

L'effectif apprécié au 1er janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est égal à 621 agents (Ville et C.C.A.S. de Dax), 247 hommes (39,77 %) et 374 femmes (60,23 %).

Lors de sa réunion en date du 28 mars 2018, le Comité Technique a émis un avis favorable sur ce dossier.

La présente délibération sera transmise aux organisations syndicales.

**SUR PROPOSITION DE MADAME ISABELLE RABAUD-FAVEREAU, CONSEILLERE MUNICIPALE
APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE,**

FIXE le nombre de représentants titulaires du personnel au Comité Technique à 5 et en nombre égal, le nombre de représentants suppléants,

DECIDE le maintien du paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants titulaires de la Collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires, soit 5 membres et en nombre égal le nombre de représentants suppléants, pour le Comité Technique,

DECIDE de prendre en compte l'avis des représentants du collège des représentants de la Collectivité (voix délibérative).

*Identifiant Unique (A.R. Sous-Prefecture)
040-214000887-20180523-17-DE*

**DELIBERE EN SEANCE,
Les jours, mois et an que dessus,
Suivent les signatures au registre
POUR COPIE CONFORME,
LE MAIRE,**

**Elisabeth BONJEAN
Présidente de la Communauté
d'Agglomération du Grand Dax
Conseillère Régionale Nouvelle-
Aquitaine**

Affichée le : 25 Mai 2018

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat ».